

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

André GERIN
Député du Rhône
ANDRÉGERIN.com 

DECLARATION

Présidentielle de 2012
Dernière chance pour le PCF

22 mars 2010

L'élection présidentielle, en 2012, sera la dernière chance pour l'avenir du PCF. La victoire du PS et des verts dans les régions confirme la marginalisation du PCF avec, cerise sur le gâteau, la promotion de Jean-Luc Mélenchon avec le Front de gauche*. A l'Ile de la Réunion, le PS a préféré la division pour donner la région à la droite, pour battre le communiste Paul Vergès. Et je ne parle pas de l'alliance du PS avec la responsable de l'UMP à la Guadeloupe.

Une volonté boulimique de participer à l'exécutif des régions, hormis dans le Nord Pas de Calais et, peut-être, le Limousin, nous entraîne tout droit sous les fourches caudines du PS. On nous joue le mauvais remake de notre participation au gouvernement Jospin, de 1997 à 2002 et notre fatal alignement pendant ces cinq ans.

Tout se met en place pour 2012, autour du PS. Martine Aubry poursuit une politique sociale libérale. Elle obtient le renfort des verts qui prônent la décroissance et reçoit la caution de Marie-George Buffet qui est devancée par les Robert Hue et autres Gayssot.

Je veux d'autant moins boudier le résultat de dimanche que le champ, l'espace sont ouverts pour un parti communiste régénéré. A condition de tourner la page des abandons, des mensonges, des couleuvres que nos dirigeants nous ont fait avaler depuis le congrès de Martigues, en mars 2000, il y a dix ans jour pour jour, avec la contribution active des fondateurs. De la mutation de ces années, il ne reste que la mutilation de tout ce qui fait les valeurs, les idéaux, les symboles, les racines du Parti communiste français. En fait de modernité, nous avons vécu une décennie de déglutir.

Le résultat électoral dépasse le décompte des présidents de région. L'absence du PCF ouvre la voie à l'émergence d'une gauche à l'américaine, d'une gauche refondée qui n'a plus pour seule ambition que la gestion loyale du capitalisme, se distinguant à la marge des pratiques de la droite.

Les faits sont là. La baisse du nombre d'élus communistes dans les régions s'ajoute à la perte de 30 villes, en 2001, dont vingt villes de plus de 30 000 habitants. Nous en avons regagnées quelques-unes dont Dieppe et Arles. Mais la plupart ont été données aux socialistes ou laissées à la droite. N'oublions pas non plus les résultats calamiteux des

présidentielles de 2002 et de 2007. Rappelons-nous la perte du conseil général de la Seine Saint Denis, livrée aux socialistes. On voyait les choses venir depuis longtemps. Mais aucune analyse, aucun enseignement n'a été tiré. Rappelons-nous, enfin, les pertes des villes importantes comme Calais, Montreuil, Aubervilliers Peyrefitte, Denain, en 2008. On tourne la page et basta.

Nous vivons confrontés à la dureté et à l'injustice sociale des politiques conservatrices à l'œuvre depuis 30 ans, avec actuellement un président pétainiste au service de l'argent, accompagnant une concentration inédite des pouvoirs autour des décideurs du capital économique et financier. Cette politique est mise en cause y compris par une partie de la droite française, sa frange humaniste et républicaine.

Le vote de dimanche 21 mars, nous engage, cristallise l'inquiétude face au désastre du système capitaliste.

- Va-t-on avoir le courage de prendre en compte le vote FN dans lequel, on le sait, se retrouve un tiers des électeurs communistes des années 1970, 1980 ?

- Va-t-on avoir le courage d'affronter la tempête de l'abstention dans les milieux populaires ?

- Va-t-on enfin avoir le courage, l'honnêteté de dire que les politiques menées depuis 15 ans, place du Colonel-Fabien ont abandonné le combat, ont abandonné les classes populaires pour un parti communiste édulcoré, dans des problématiques électoralistes se fondant dans les institutions, des cuisines d'appareil et de marketing ?

Je veux le dire haut et fort, les premiers dirigeants du Parti communiste français portent une lourde responsabilité dans l'effacement de notre parti du paysage national. De fait, ils ont une part de responsabilité dans le vote FN et l'abstention. Nous avons laissé un grand vide, une friche sociale et politique. En abandonnant un parti communiste de combat, c'est la France, la Nation, le projet d'émancipation engagé en 1789 par les humanistes que nous avons mis de côté.

Le moment est venu de rompre avec trente ans de démarche programmatique sous peine de devenir seulement une sensibilité communiste sans saveur, sans colonne vertébrale, dans le magma de l'hégémonie socialistes-verts.

Il faut un PCF d'opposition, dans l'opposition, dégagé délibérément d'un système politique à bout de souffle et mortifère, où PS et UMP se tiennent par la barbichette, avec des dirigeants qui se moquent comme d'une guigne de la France profonde et laborieuse.

Il faut Un PCF qui élabore un projet neuf de rupture, un projet de société en correspondance avec la souffrance et la révolte qui gronde :

- Construire une révolution sociale dans l'union du peuple de France.

- Revenir à nos fondamentaux marxistes, à nos valeurs et aux idéaux du communisme, nos principes philosophiques générateurs d'idées neuves qui puisent leur inspiration dans les attentes de notre peuple, bafoué, frustré, mutilé par la voracité du capital.

- Reconstruire un parti communiste français de notre temps, fidèle aux choix de classe décidés à Tours, en 1920 avec une stratégie nouvelle à l'échelle nationale

Il faut rompre avec cette dérive organisée. C'est la stratégie de la dernière chance.

Il y a deux impératifs immédiats :

Premier impératif : à son départ, en juin prochain, Marie-George Buffet, doit être remplacée par un collectif de personnalités charismatiques pour diriger, organiser, redonner au PCF sa vocation de parti du peuple et de la Révolution. Toute autre hypothèse avec d'autres dont Pierre Laurent, au-delà de l'estime personnelle, conduirait à un enterrement de première classe. Pour ce qui me concerne, je serai à nouveau candidat à la candidature au poste de secrétaire national. Il faut organiser une consultation nationale, voire même un référendum pour que les adhérents puissent décider.

Deuxième impératif : Décider tout de suite du principe d'une candidature du PCF aux présidentielles de 2012. Décider tout de suite d'un programme élaboré avec les acteurs de notre pays, en retissant nos liens avec les classes populaires. Soyons la gauche authentique et décomplexée avec un projet porteur de l'idée communiste. Il n'y a pas de fatalité à la bipolarisation. Il suffit de se rappeler ce qui s'est passé aux élections présidentielles de 2002. Le PCF doit affronter l'obstacle : présenter un candidat à l'élection présidentielle et de le faire de manière conquérante, sans attendre. Cette élection est l'élément central de la vie politique française, il faut aborder cette échéance sous nos couleurs. Rompre avec le capitalisme de l'échec est un défi considérable. Ce défi magnifique à relever concerne au premier chef le PCF, ses militants, ses adhérents et les dizaines de milliers de communistes qui n'ont plus – ou pas encore – leur carte.

Premières réflexions à chaud. Je prépare une suite pour définir des pistes et des axes d'action politique pour un PCF de combat.

Vénissieux, le 22 mars 2010

* Toute critique du Front de gauche fait l'objet, dans certaines fédérations, d'attaques personnelles contre les camarades qui émettent ces critiques, voire de menaces d'exclusion. (Se rappeler que des dirigeants qui ont appelé à voter Bové aux présidentielles sont toujours en place.)

André GERIN